CHAPITRE

3 L'égalité, un principe de la République

Qu'est-ce que l'égalité ?

1 **Article 1er.**

« Les hommes naissent libres et égaux en droits. »

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789).

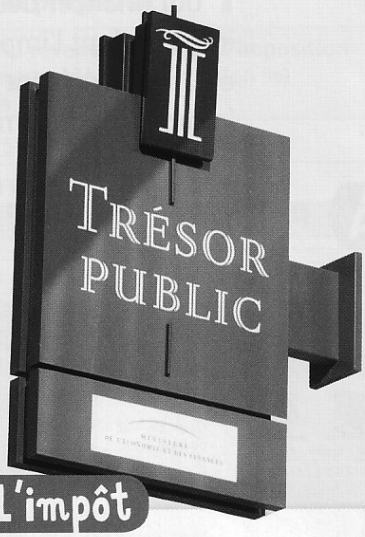
2 **L'égalité, principe fondateur de la République**

Le principe d'égalité, inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, figure dans la devise de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité ».

L'école

« La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. »

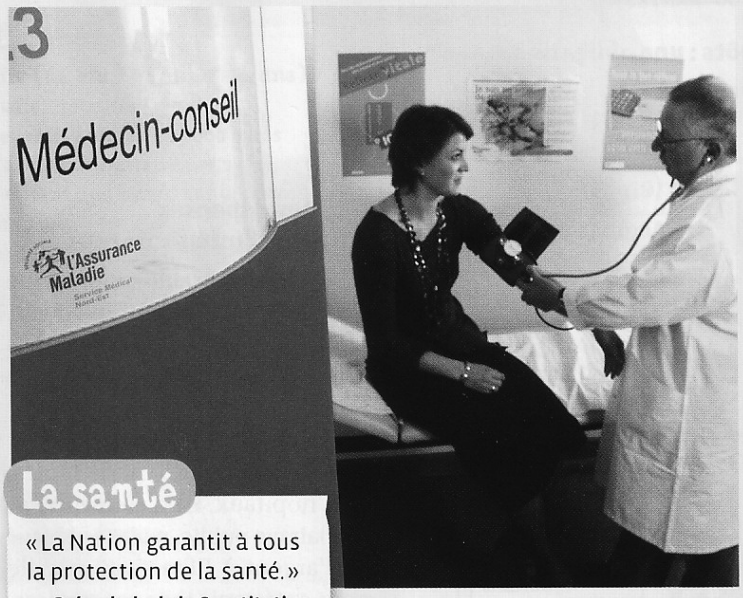
Préambule de la Constitution de 1946.



L'impôt

« Une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés. »

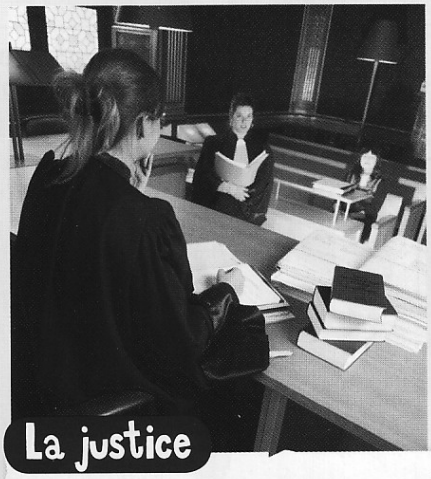
Article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789).



La santé

« La Nation garantit à tous la protection de la santé. »

Préambule de la Constitution de 1946.



La justice

« La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. »

Article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789).

3 Des services publics au service de l'égalité

QUESTIONS

1. Quels textes officiels affirment l'égalité de tous ? **(Doc. 1, 2 et 3)**
2. Comment les services publics, en France, garantissent-ils l'égalité ? **(Doc. 3)**

ÉTUDE L'impôt sur le revenu

Pour financer des dépenses dans l'intérêt de tous, l'État perçoit différents impôts, dont l'impôt sur le revenu : une fois par an, tous ceux qui habitent en France doivent déclarer à l'État combien ils ont gagné. Au nom de l'égalité, le montant de l'impôt varie en fonction des revenus de chacun.

A Pourquoi payer l'impôt sur le revenu ?

A397441 J G — N° 2042 SK — cerfa N° 12461 * 03

DÉCLARATION PRÉREMPLIE SIMPLIFIÉE - REVENUS 2006

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Pour vous renseigner, un numéro : 0 820 32 42 52 (0,12 € / min)
ou encore, une adresse internet : cdi.nantes-est@dgi.finances.gouv.fr
ou bien, adressez-vous au : CDI NANTES EST
SAID 3EME SECTEUR
2 BD MAGENTA
44000 NANTES

Renvoyez un exemplaire à l'adresse ci-contre au plus tard le **31 mai**
Signez votre déclaration

tempostG4 86 POITIERS CTC 06.04.07 C1096A

5603002991 0003

VOUS POUVEZ AUSSI DÉCLARER SUR
WWW.IMPOTS.GOUV.FR
JUSQU'AU **12 juin**

M ET MME RETI PATRICK

En cas de changement d'adresse, en 2006 ou en 2007, merci de compléter les informations au bas de la page

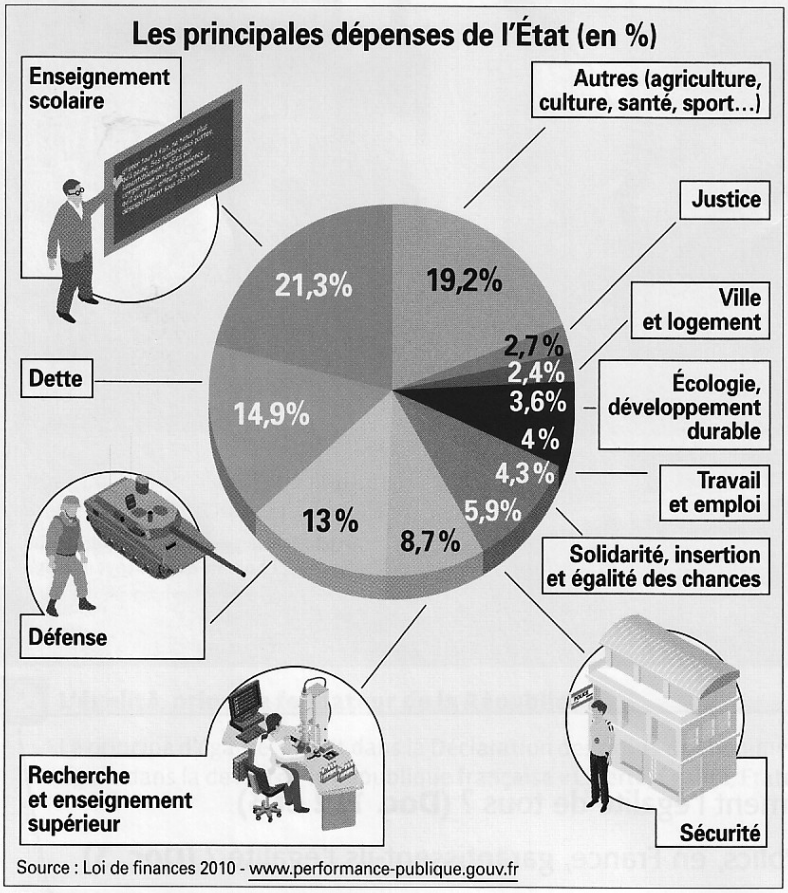
145 RUE JULIARD
44000 NANTES

5603002991

L'argent de l'État provient principalement des impôts. L'impôt sur le revenu représente 22% des recettes fiscales de l'État.

1 Déclarer ses revenus et payer ses impôts : une obligation

En-tête d'un imprimé de déclaration de revenus.



Source : Loi de finances 2010 - www.performance-publique.gouv.fr

2 Un impôt nécessaire aux dépenses de l'État

3 Des dépenses dans l'intérêt de tous

« Être responsable suppose une discipline. [...] Instinctivement, je n'ai pas envie de payer mes impôts. Le problème est que si tout le monde s'arrangeait pour ne pas payer d'impôts, il n'y aurait plus de gendarmes, ni de lycées, ni d'hôpitaux, ni d'éboueurs, ni d'éclairage public, parce qu'il faut de l'argent à l'État et à la ville pour entretenir tous ces services. Le citoyen est celui pour qui ses envies n'ont pas le dernier mot et qui, au lieu de se demander s'il aime ou non payer ses impôts, se demande s'il est juste en soi de s'en acquitter. [...] Profiter de police-secours, des universités, des pompiers, des tribunaux sans verser ma part au pot commun, c'est non seulement moche, mais illogique. »

Régis Debray, *La République expliquée à ma fille*, Le Seuil, 1998.

B Qui paie l'impôt sur le revenu ?

a

Xavier (52 ans), célibataire, ingénieur en informatique
Revenus annuels : 55 000 euros
Nombre de parts : 1 part
Montant de l'impôt sur le revenu (en 2010) : 9366 euros

b

Olivier (35 ans) et Karine (30 ans), mariés, deux enfants
Olivier : maître d'hôtel
Karine : assistante médicale
Revenus annuels : 55 000 euros
Nombre de parts : 3 parts
Montant de l'impôt sur le revenu (en 2010) : 2972 euros

c

Éric (64 ans) et Anne (61 ans), mariés, retraités
Revenus annuels : 25 000 euros
Nombre de parts : 2 parts
Montant de l'impôt sur le revenu (en 2010) : 360 euros

4 Portraits de contribuables

L'impôt sur le revenu est calculé en fonction de parts : leur nombre varie selon que le contribuable est seul (1 part), vit en couple (2 parts), a des enfants à charge (chaque enfant compte ½ part). Plus le nombre de parts est élevé, plus l'impôt sur le revenu diminue.

5 Un impôt progressif

Tranches du revenu annuel imposable (barème 2010)	Taux d'imposition (en %)
Jusqu'à 5 875 €	0
De 5 875 à 11 720 €	5,50
De 11 720 à 26 030 €	14
De 26 030 à 69 783 €	30
Au-delà de 69 783 €	40

Le revenu imposable est divisé en tranches : chaque tranche est taxée selon le taux d'imposition qui lui correspond.

6 Les contribuables

« La France compte environ 33 millions de contribuables, dont la moitié seulement (16 millions) paient l'impôt sur le revenu. Sont concernés les revenus du travail (salaires ou bénéfices des particuliers), les retraites et les revenus du patrimoine. »

D'après *Le Télégramme*, 7 février 2009.

7 Que dit la loi ?

Article 13. « Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. »

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789).

QUESTIONS

Je lis et j'analyse les documents

1 Doc. 1. Quel est ce document officiel ? Qui doit le remplir et pourquoi ?

2 Doc. 1 et 2. À qui l'impôt sur le revenu est-il payé ? À quoi sert principalement cet argent ?

3 Doc. 2 et 3. Comment, dans sa vie de tous les jours, le citoyen peut-il se rendre compte de la nécessité de payer ses impôts ? Pourquoi est-ce un devoir ?

4 Doc. 4. Pourquoi ces différentes personnes ne paient-elles pas le même montant d'impôt sur le revenu ?
S'ils n'avaient pas d'enfants, Karine et Olivier paieraient-ils le même montant d'impôt sur le revenu ?

5 Doc. 4, 5 et 6. Comment est calculé l'impôt sur le revenu ? Pourquoi peut-on dire que cet impôt est progressif ?

6 Doc. 2, 4 et 7. L'impôt sur le revenu est-il payé et utilisé conformément à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ?

BILAN DE L'ÉTUDE

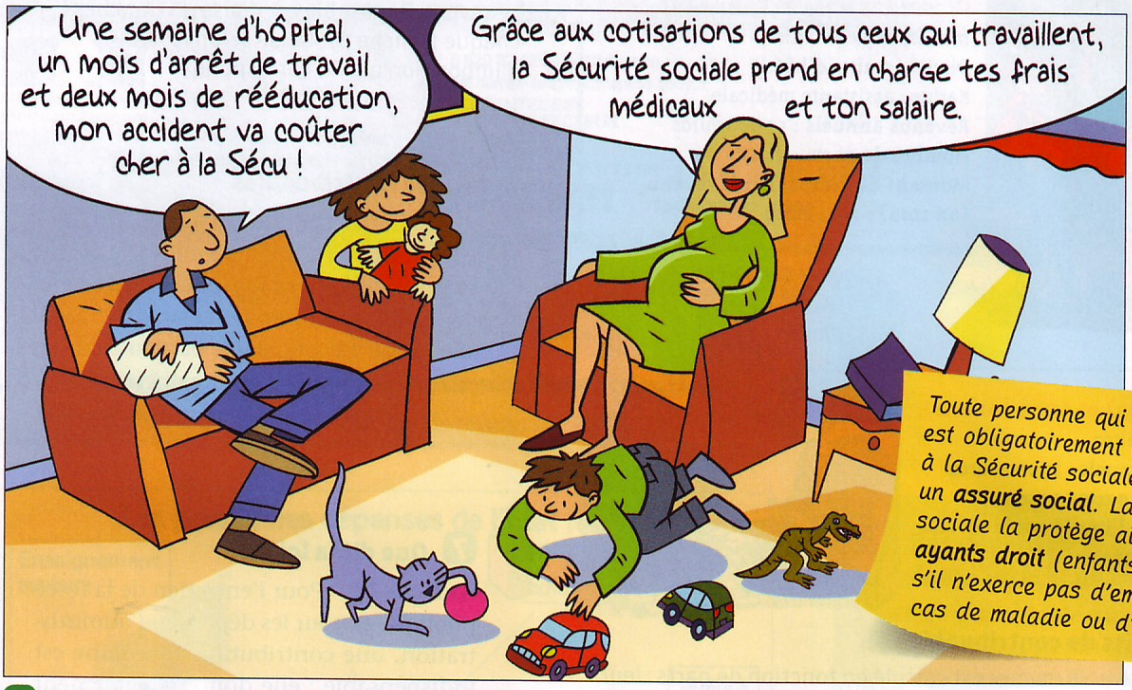
- Qu'est-ce que l'impôt sur le revenu ? À quoi sert-il ?
- Comment l'impôt sur le revenu applique-t-il le principe d'égalité ?

ÉTUDE

La Sécurité sociale, une protection pour tous

Créée par l'État au nom de l'égalité et de la solidarité, la Sécurité sociale protège contre les risques de la vie (maladie, accident), finance les aides aux familles et les pensions de retraite. Ses ressources proviennent en grande partie des cotisations versées par les personnes qui travaillent et leurs employeurs.

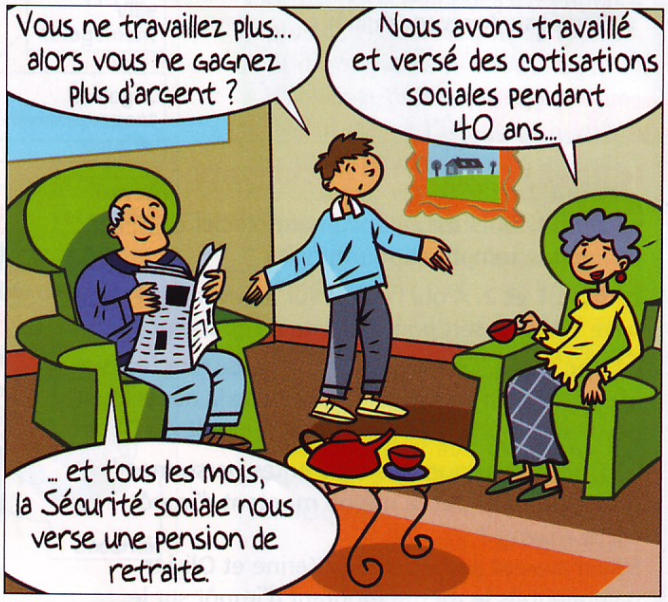
A À quoi sert la Sécurité sociale ?


Une semaine d'hôpital, un mois d'arrêt de travail et deux mois de rééducation, mon accident va coûter cher à la Sécu !
Grâce aux cotisations de tous ceux qui travaillent, la Sécurité sociale prend en charge tes frais médicaux et ton salaire.

Toute personne qui travaille est obligatoirement inscrite à la Sécurité sociale. Elle est un ***assuré social****. La Sécurité sociale la protège ainsi que ses* ***ayants droit*** *(enfants, conjoint s'il n'exerce pas d'emploi) en cas de maladie ou d'accident.*

1 Pour Juliette, Sébastien et leurs enfants, une protection pour la santé

2 Une protection pour la famille


Vous ne travaillez plus... alors vous ne gagnez plus d'argent ?
Nous avons travaillé et versé des cotisations sociales pendant 40 ans...
... et tous les mois, la Sécurité sociale nous verse une pension de retraite.

3 Pour Léa et Jean, une protection pour la vieillesse

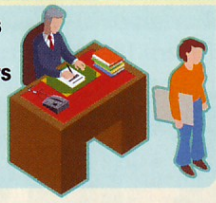
B Comment fonctionne la Sécurité sociale ?

Recettes

D'où vient l'argent ?

- **Les cotisations sociales des salariés** — 58 %

- **Les cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants**



- **L'État** — 42 %

Impôts et taxes
- CSG (Contribution sociale généralisée)
- RDS (Remboursement de la dette sociale)
- Taxes sur le tabac et l'alcool

Urssaf
Organismes chargés par l'État de récolter les recettes et de les redistribuer aux assurés sociaux

Dépenses

Où va l'argent ?

- **L'assurance maladie** — 50 %

CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie)
- Rembourse les frais de maladie, les indemnités de maternité, d'invalidité, d'accidents du travail

- **Les allocation familiales** — 19 %

CNAF (Caisse nationale d'allocation familiales)
- Verse des aides aux familles
- Verse le revenu de solidarité active (RSA)

- **L'assurance vieillesse** — 31 %

CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse)
- Verse les pensions de retraite et de veuvage

4 D'où vient l'argent ? Où va l'argent ?

5 La carte Vitale

La carte Vitale est utilisée par l'assuré social et ses ayants droit, en cas de maladie ou d'accident. Présentée au pharmacien, au laboratoire d'analyses ou à l'hôpital, elle évite l'avance d'une partie des frais médicaux.

6 Que dit la loi ?

« La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle [...]. »

Préambule de la Constitution de 1946.

QUESTIONS

Je lis et j'analyse les documents

1 **Doc. 1.** Quel est le rôle de la Sécurité sociale après l'accident de Sébastien ?

2 **Doc. 2.** Que perçoit Juliette chaque mois pour sa famille ? Pourquoi ?

3 **Doc. 3.** Que verse la Sécurité sociale à Léa et Jean ? Pourquoi ?

4 **Doc. 4.** Quelle est l'origine des recettes de la Sécurité sociale ? Quelles sont les trois caisses de la Sécurité sociale ?

5 **Doc. 5.** À quoi sert la carte Vitale ? Qui l'utilise ?

6 **Doc. 1, 2, 3 et 6.** En vous appuyant sur les situations présentées dans les documents 1, 2 et 3, montrez que l'extrait du préambule de la Constitution de 1946 est appliqué.

BILAN DE L'ÉTUDE

- Qu'est-ce que la Sécurité sociale ? Qui en bénéficie ?
- Comment son fonctionnement illustre-t-il les principes d'égalité et de solidarité ?

ÉTUDE

Le revenu de solidarité active

Entré en vigueur le 1er juin 2009, le revenu de solidarité active (RSA) garantit un revenu minimum aux personnes sans ressources. Le RSA soutient aussi financièrement les travailleurs pauvres et favorise le retour à l'emploi.

A Qui sont les bénéficiaires du RSA ?

« Je m'appelle Sylviane, j'ai 50 ans. Je vis seule, mes enfants sont grands. Je travaille trois après-midi par semaine, comme assistante à la personne. Avant, tout ce que je gagnais était déduit de mon RMI[1]. Travailler ou pas, c'était pareil. Maintenant, je touche le RSA en plus de mon salaire. J'ai de meilleurs revenus, et ça vaut la peine de travailler. »

www.rsa.gouv.fr

1. Revenu minimum d'insertion.

1 Sylviane, allocataire du RMI, en activité

« Je vis en couple, nous avons un enfant de 4 ans. Je travaille à temps plein. Ma compagne Julie ne travaille pas. Les revenus dont nous disposons (mon salaire) sont de 1 040 €. Nous ne percevons pas d'allocations familiales. Le revenu qui nous est garanti avec le RSA s'élève à 1 328 €. Pour atteindre ce revenu, 288 € nous seront versés. »

www.morbihan.fr

2 Marc, travailleur à temps plein

« J'habite dans le département de l'Eure. Seule avec un enfant de 7 ans, je touchais 600 € de RMI. J'étais retournée vivre chez mes parents. Avec le revenu de solidarité active, j'ai pu cumuler 671 € de revenu minimum, les 100 € de mon salaire d'aide ménagère et 200 € de prime d'intéressement à la reprise d'emploi : assez pour reprendre un logement. En plus, je peux suivre une formation, avec une aide pour le transport. »

www.viva.presse.fr

3 Alexandra, allocataire du RMI, sans activité

4 Huit millions de personnes concernées

« Le RSA concerne les personnes qui ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté[1]. Au total, 8 millions de personnes. Qui sont-elles ? Dans leur grande majorité, elles sont jeunes. Près de la moitié ont moins de 30 ans. Trois types de ménages sont particulièrement exposés au risque de pauvreté : les personnes isolées ; les familles monoparentales (une famille sur trois) ; les familles nombreuses ».

Denis Clerc, *Alternatives économiques*, n° 282, juillet-août 2009.

1. Moins de 910 € par mois.

B Pourquoi le RSA ?

5 Une mesure contre la pauvreté et pour le retour à l'emploi

« On a créé le revenu de solidarité active pour résoudre deux problèmes. Le premier est celui des personnes qui, lorsqu'elles reprennent un travail, perdent de l'argent par rapport à ce qu'elles touchaient auparavant lorsqu'elles ne travaillaient pas (RMI, API[1]). Le second est de soutenir les personnes qui ont des revenus du travail insuffisants pour sortir de la pauvreté ou tout simplement pour boucler les fins de mois. [...]

Le RSA n'est pas seulement une prestation financière. Il remobilise des acteurs pour accompagner les personnes dans la recherche d'un emploi, dans leur choix de projet professionnel.

[...] Les Français les plus riches contribueront à son financement[2]. »

Interview de Martin Hirsch, haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, à l'origine de la loi sur le RSA, le 23 septembre 2008.
www.gouvernement.fr

1. Allocation de parent isolé. Elle a été remplacée par le RSA.
2. Pour financer une partie du RSA, l'État a mis en place une nouvelle taxe de 1,1 % sur les revenus du capital (revenus d'épargne comme les assurances-vie, revenus issus de la location d'un bien immobilier).

7 Que dit la loi ?

Article L262-1. « Le revenu de solidarité active a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, d'inciter à l'exercice d'une activité professionnelle et de lutter contre la pauvreté de certains travailleurs, qu'ils soient salariés ou non salariés. »

Code de l'action sociale et des familles.

6 Le rôle de l'État et des départements

Mode d'emploi du RSA publié par le conseil général du Morbihan.
Le département finance le RSA, avec l'État. La caisse d'allocations familiales verse le RSA. Le Pôle emploi aide les bénéficiaires à rechercher un emploi.

QUESTIONS

Je lis et j'analyse les documents

1 Doc. 1, 2, 3 et 4. Qui peut bénéficier du RSA ?

2 Doc. 1, 2 et 3. Comparez, sous la forme d'un tableau, la situation des bénéficiaires du RSA : activité professionnelle ; intérêt du RSA.

Identité des bénéficiaires du RSA	Activité des bénéficiaires du RSA	Intérêt du RSA pour les bénéficiaires ?
Sylviane		
Marc		
Alexandra		

3 Doc. 5 et 7. Qui, au niveau de l'État, est à l'origine du RSA ? Quels sont les objectifs du RSA ?

4 Doc. 6. Qui sont les partenaires engagés dans la mise en œuvre du RSA ? Quel est leur rôle ?

5 Doc. 1, 2, 3 et 7. Montrez comment la loi sur le RSA s'applique à Sylviane, Marc et Alexandra.

BILAN DE L'ÉTUDE

- Qu'est-ce que le revenu de solidarité active ? Qui peut en bénéficier ?
- Comment cette mesure applique-t-elle les principes d'égalité et de solidarité ?

LEÇON

1. L'égalité, principe de la République

→ Qu'est-ce que l'égalité ?

→ Quelles sont les étapes de la conquête de l'égalité ?

1. L'égalité devant la loi

■ Principe fondateur de la **République française**, l'égalité est inscrite dans la **Constitution** et dans la **devise** « Liberté, Égalité, Fraternité ». Chacun dispose des **mêmes droits**. L'égalité est **garantie par la loi** : celle-ci est la même pour tous et chacun doit la respecter (doc. 1 et 2).

2. La conquête de l'égalité

■ L'égalité est le résultat de **conquêtes progressives**. En France, c'est la Révolution de 1789 qui a instauré le principe d'égalité.

■ La **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789)** a reconnu pour tous des **droits civils** : liberté de s'exprimer, d'aller et venir, d'avoir la religion de son choix. Elle a aussi reconnu des **droits politiques**, mais le **suffrage universel** masculin n'a été définitivement acquis qu'en 1848 et les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1944 (doc. 3).

■ Des **droits sociaux** garantis par l'État ont également été affirmés (doc. 4 et 5) : depuis 1882, le droit à l'**éducation** ; depuis 1945, le droit à la **protection sociale**. Ces droits donnent accès à tous aux **services publics**, quels que soient les revenus de chacun.

VOCABULAIRE

Constitution : loi fondamentale d'un État qui garantit les droits de l'homme et organise la séparation des pouvoirs.

Loi : règle que doivent respecter tous les habitants d'un pays.

Services publics : services assurés par l'État et les collectivités territoriales pour répondre aux besoins de la population (éducation, santé...).

Suffrage universel : droit de vote pour tous les citoyens majeurs.

A La loi est la même pour tous

1 L'égalité pour tous et pour chacun

« Nous ne sommes pas égaux naturellement : nous avons des tailles inégales, des talents inégaux, des forces physiques inégales. La République ne veut pas supprimer les différences entre chaque femme et entre chaque homme. Mais elle leur reconnaît la même dignité et veut organiser la société pour que chacun ait les mêmes droits, c'est-à-dire des droits égaux quelles que soient sa taille, sa force ou son intelligence. C'est le rôle de la loi qui s'applique de façon égale à toutes les femmes et à tous les hommes de la République. »

Alain Etchegoyen, *Guide républicain*, SCEREN [CNDP] Delagrave, 2004.

2 Que dit la loi ?

Article 1er. « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Article 6. « La loi est l'expression de la volonté générale. [...] Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. »

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789)

Article 7. « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. »

Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

Article 1er. « La France [...] assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion [...] »

Constitution de la Ve République (1958).

QUESTIONS

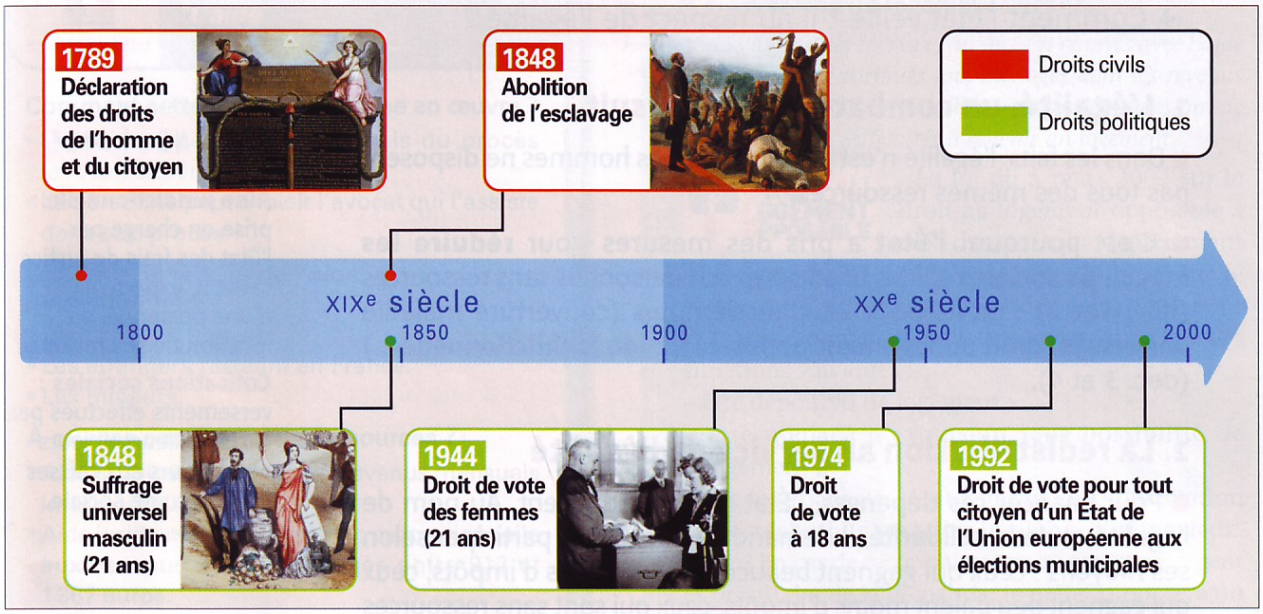
1 **Doc. 1.** Que garantit la République à tous, sans distinction ?

2 **Doc. 2.** Depuis quand la loi garantit-elle l'égalité de tous les hommes ?

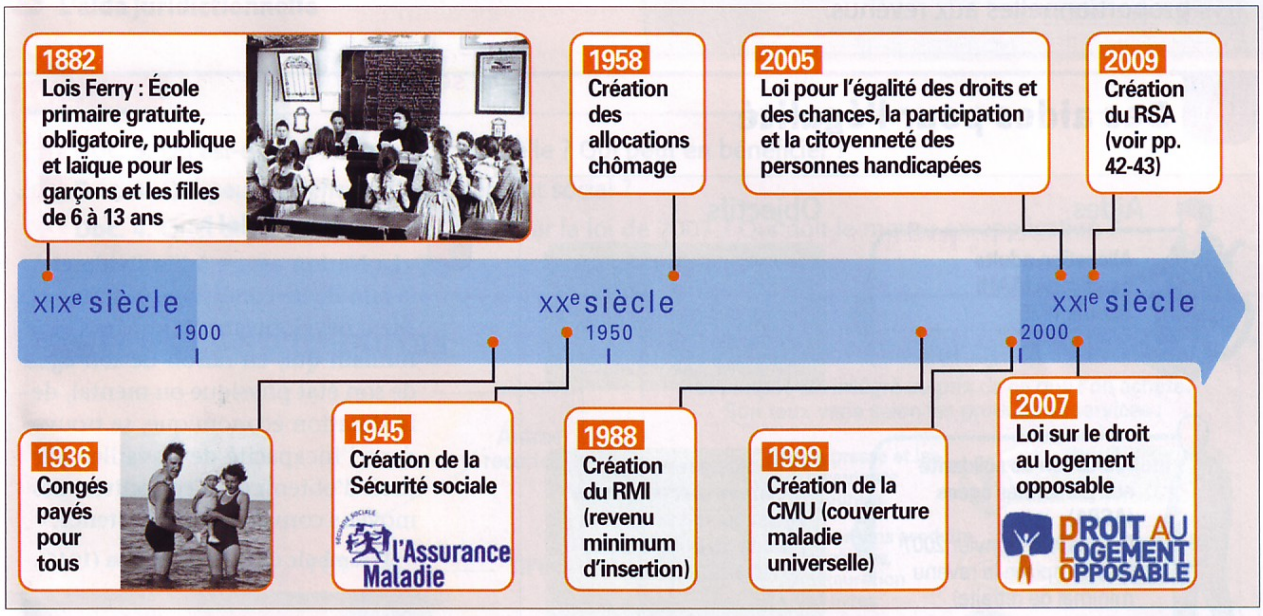
3 **Doc. 2.** Relevez les éléments qui montrent que la loi est la même pour tous.

B Les étapes de l'égalité

3 Des droits civils et politiques



4 Des droits sociaux



5 Que dit la loi ?

« La Nation garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »

Préambule de la Constitution de 1946.

QUESTIONS

1 Doc. 3 et 4. Quels types de droits ont été conquis ? Illustrez chacun d'eux par quelques exemples.

2 Doc. 4. Montrez, à partir de quelques exemples, que ces droits réduisent les inégalités.

3 Doc. 4 et 5. Associez quelques extraits du préambule de la Constitution de 1946 aux droits sociaux qui leur correspondent.

LEÇON

2. L'égalité, une valeur en construction

→ Comment l'État veille-t-il au respect de l'égalité ?

1. L'égalité, un combat qui se poursuit

■ Dans les faits, l'égalité n'est pas réelle car les hommes ne disposent pas tous des mêmes ressources.

■ C'est pourquoi **l'État** a pris des mesures pour **réduire les inégalités sociales** : aides financières aux personnes sans ressources (doc. 1et 2) ; droits pour les plus démunis (couverture maladie universelle, droit au logement opposable, **aide juridictionnelle**…) (doc. 3 et 4).

2. La redistribution au service de l'égalité

■ Pour financer ces dépenses, l'État a besoin d'argent. Au nom de l'**égalité** et de la **solidarité**, il demande à chacun de participer selon ses moyens : ceux qui gagnent beaucoup paient plus d'impôts, ceux qui gagnent peu paient moins d'impôts, ceux qui sont sans ressources peuvent être aidés par l'État. C'est le principe de la **redistribution**. L'**impôt sur le revenu** est progressif. Les **cotisations sociales** sont proportionnelles aux revenus.

VOCABULAIRE

Aide juridictionnelle : prise en charge par l'État des frais de justice (avocat, expert…) d'une personne, en fonction de ses revenus.

Cotisations sociales : versements effectués par les travailleurs et leurs employeurs aux caisses de la Sécurité sociale.

A Des aides pour l'égalité

Aides	Objectifs
Allocation adulte handicapé (AAH) Depuis 1975	Garantir un revenu minimum à des personnes handicapées sans ressources ou compléter leurs revenus.
Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) Depuis le 1er janvier 2007 (elle remplace le revenu minimal de retraite)	Garantir un revenu minimum aux personnes âgées qui ont une petite retraite ou qui n'ont pas de retraite.
Revenu de solidarité active (RSA) Depuis le 1er juin 2009 (il remplace l'allocation de parent isolé et le revenu minimum d'insertion)	Garantir un revenu minimum pour toute personne de plus de 25 ans sans ressources et favoriser son retour à l'emploi.

1 Les aides sociales

En 2009, plus de 3 millions de personnes perçoivent ces aides. En réalité, celles-ci concernent aussi leurs ayants droit. Au total 8 millions de personnes en vivent.

2 Que dit la loi ?

« La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. […] Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »

Préambule de la Constitution (1946).

QUESTIONS

1 Doc. 1. Qui peut bénéficier d'aides de l'État ? Par quelles mesures ?

2 Doc. 1. Quel est l'objectif de ces mesures pour les personnes concernées ?

3 Doc. 1 et 2. Montrez que ces aides sont des mesures pour l'égalité.

B Des droits pour les plus démunis

www.vos-droits.justice.gouv.fr

Ministère de la Justice

L'aide juridictionnelle

Comment cette aide est-elle mise en œuvre ?

- L'État prend en charge les frais du procès (avocat, expert...).
- La personne peut choisir l'avocat qui l'assiste dans son procès.

Qui peut bénéficier de l'aide juridictionnelle ?

- Les citoyens français.
- Les étrangers résidant en France.
- Les mineurs.

À quelles conditions de ressources ?

- Aide juridictionnelle totale : revenus mensuels inférieurs à 911 euros.
- Aide juridictionnelle partielle : proportionnelle aux revenus mensuels situés entre 912 et 1 367 euros.

www.vos-droits.justice.gouv.fr

3 L'aide juridictionnelle

4 Le droit à un logement décent

Les logements sociaux, financés et rénovés avec l'aide de l'État, sont attribués aux ménages dont les revenus sont faibles. Mais les familles les plus démunies ont de plus en plus de difficultés à obtenir un logement.

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

« La loi du 5 mars 2007 sur le droit au logement opposable a créé dans chaque département une commission chargée de se prononcer sur le caractère urgent et prioritaire des demandes. Pour faire une demande, il faut se trouver dans l'une des situations suivantes :

– être dépourvu de logement ;

– être menacé d'expulsion sans possibilité de relogement ;

– être logé dans des locaux impropres à l'habitation ou présentant un caractère insalubre ou dangereux.

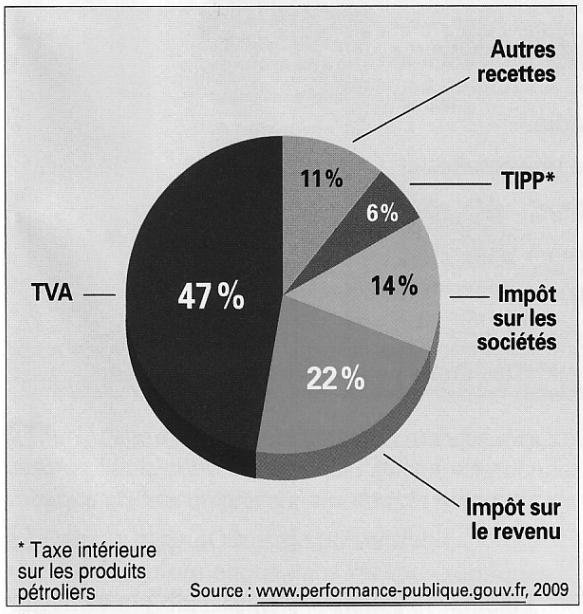
[...] En cas de reconnaissance du caractère urgent et prioritaire de la demande, le préfet proposera un logement dans un délai de 6 mois. »

D'après le site de la Préfecture de la région Rhône-Alpes et du Rhône
www.rhone.pref.gouv.fr

QUESTIONS

1. **Doc. 3.** Qu'est-ce que l'aide juridictionnelle ? Qui peut en bénéficier ?
2. **Doc. 4.** Qui peut bénéficier d'un logement social ?
3. **Doc. 4.** Quel droit nouveau est accordé par la loi de 2007 ? Qui doit le mettre en application ?

C Tous contribuables



5 Les recettes fiscales de l'État

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Cet impôt est intégré au prix de ce que l'on achète. Son taux varie selon les produits et services :

2,1 %	sur la presse et les médicaments remboursés	2 €, dont TVA : 0,042 €
5,5 %	pour certains produits alimentaires, la restauration et les livres	10 €, dont TVA : 0,55 €
19,6 %	pour le reste	50 €, dont TVA : 9,8 €

6 Qu'est-ce que la TVA ?

QUESTIONS

1. **Doc 5 et 6.** Quelle est la principale recette fiscale de l'État ? Qui paie cet impôt ? De quelle manière ?
2. **Doc. 5.** Citez les trois autres recettes fiscales de l'État. Qui paie ces impôts ?
3. **Doc. 5 et 6.** Les impôts et taxes prélevés par l'État prennent-ils en compte les inégalités de revenus ?

EXERCICES

DOCUMENT À PHOTOCOPIER

1 VÉRIFIER SES CONNAISSANCES — Les mots clés de l'égalité

Associez chacun de ces mots clés à la phrase qui lui correspond.

a. Sécurité sociale	**1.** Elles sont payées par ceux qui travaillent.
b. Aide juridictionnelle	**2.** Il a été obtenu d'abord par les hommes puis par les femmes.
c. Impôt sur le revenu	**3.** Elle affirme que « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ».
d. Droit de vote	**4.** Elle est une prise en charge par l'État de frais de justice, en fonction des revenus.
e. Droit à l'éducation	**5.** Elle est la même pour tous.
f. Loi	**6.** Elle prend en charge les dépenses de santé.
g. Cotisations sociales	**7.** Il est progressif, en fonction des revenus.
h. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	**8.** Il est un des droits sociaux garantis par l'État.

2 APPLIQUER SES CONNAISSANCES — Des droits pour l'égalité

Reproduisez le tableau ci-dessous puis reportez chacun des droits suivants dans la colonne du tableau qui lui correspond :

a. Obtenir un logement social.
b. S'exprimer.
c. Voter.
d. Être bénéficiaire du revenu de solidarité active.
e. Aller à l'école.
f. Être remboursé de ses frais de maladie.
g. Bénéficier de la couverture maladie universelle.
h. Percevoir l'allocation adulte handicapé.
i. Percevoir une pension de retraite.
j. Ne pas être imposable sur le revenu.

Des droits pour tous	Des droits pour réduire les inégalités

3 ANALYSER UNE SITUATION

Quand le principe d'égalité n'est pas respecté

Des sanctions contre des médecins

« Le gouvernement hausse le ton envers les médecins qui refusent de soigner les plus défavorisés. [...] La ministre de la Santé envisage d'instaurer des sanctions financières contre ceux qui refoulent de leurs cabinets les bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU). Le Code de déontologie[1] médicale impose de prendre en charge tous les patients, sans considération de condition sociale, d'origine, de religion. Les médecins ont l'obligation légale de recevoir les assurés qui bénéficient de la CMU (parmi eux, 4,5 millions ont droit à une prise en charge intégrale de leurs soins de santé). Une enquête réalisée par testing téléphonique a montré que 14 % des médecins refusent de recevoir des patients CMU. »

Cécile Prieur, *Le Monde*, 10 septembre 2008.

1. Il regroupe les devoirs imposés dans le cadre de l'exercice du métier.

QUESTIONS

1 Quelle mesure envisage de prendre la ministre de la Santé ? Pourquoi ?

2 Qu'impose le Code de déontologie médicale à tous les médecins ? Respectent-ils tous cette obligation ?

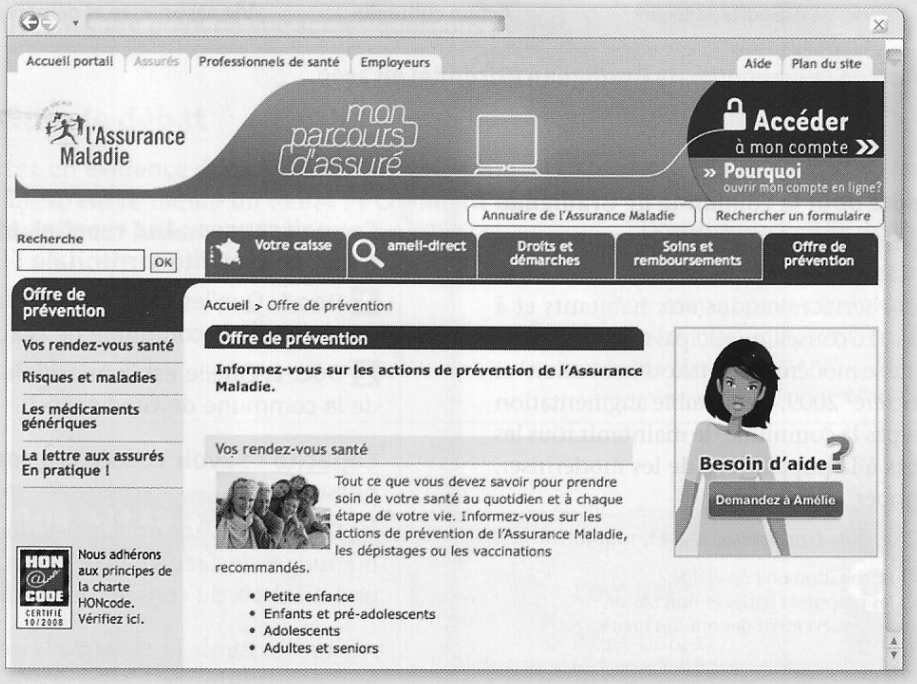
3 D'après vos connaissances, pourquoi soigner les bénéficiaires de la CMU est-il un acte conforme au principe d'égalité ?

4 OBJECTIF B2i

Compétence 4.5 : Je sais sélectionner des résultats lors d'une recherche (et donner des arguments permettant de justifier mon choix).

Être responsable : l'exemple de l'assuré social

Rendez-vous sur le site Internet de l'assurance-maladie www.ameli.fr :


Accueil portail
Assurés
Professionnels de santé
Employeurs
Aide
Plan du site
l'Assurance Maladie
mon parcours d'assuré
Accéder à mon compte
» Pourquoi ouvrir mon compte en ligne?
Annuaire de l'Assurance Maladie
Rechercher un formulaire
Recherche
OK
Votre caisse
ameli-direct
Droits et démarches
Soins et remboursements
Offre de prévention
Offre de prévention
Vos rendez-vous santé
Risques et maladies
Les médicaments génériques
La lettre aux assurés En pratique !
Accueil > Offre de prévention
Offre de prévention
Informez-vous sur les actions de prévention de l'Assurance Maladie.
Vos rendez-vous santé
Tout ce que vous devez savoir pour prendre soin de votre santé au quotidien et à chaque étape de votre vie. Informez-vous sur les actions de prévention de l'Assurance Maladie, les dépistages ou les vaccinations recommandés.
Petite enfance
Enfants et pré-adolescents
Adolescents
Adultes et seniors
Besoin d'aide ?
Demandez à Amélie
HON code
Nous adhérons aux principes de la charte HONcode. Vérifiez ici.

1 Sur la page d'accueil, sélectionnez la rubrique « Vous êtes assuré ». Sur la nouvelle page qui s'affiche, sélectionnez la rubrique « Offres de prévention » dans le menu.

2 Dans la page « Offres de prévention », relevez des informations dans les sous-rubriques suivantes : « Adolescents », « Adultes et seniors », « Les médicaments génériques ».

3 Citez quelques actions de prévention qui permettent aux adolescents, aux adultes et aux séniors de prendre soin de leur santé et de la préserver. Indiquez l'intérêt d'un médicament générique.

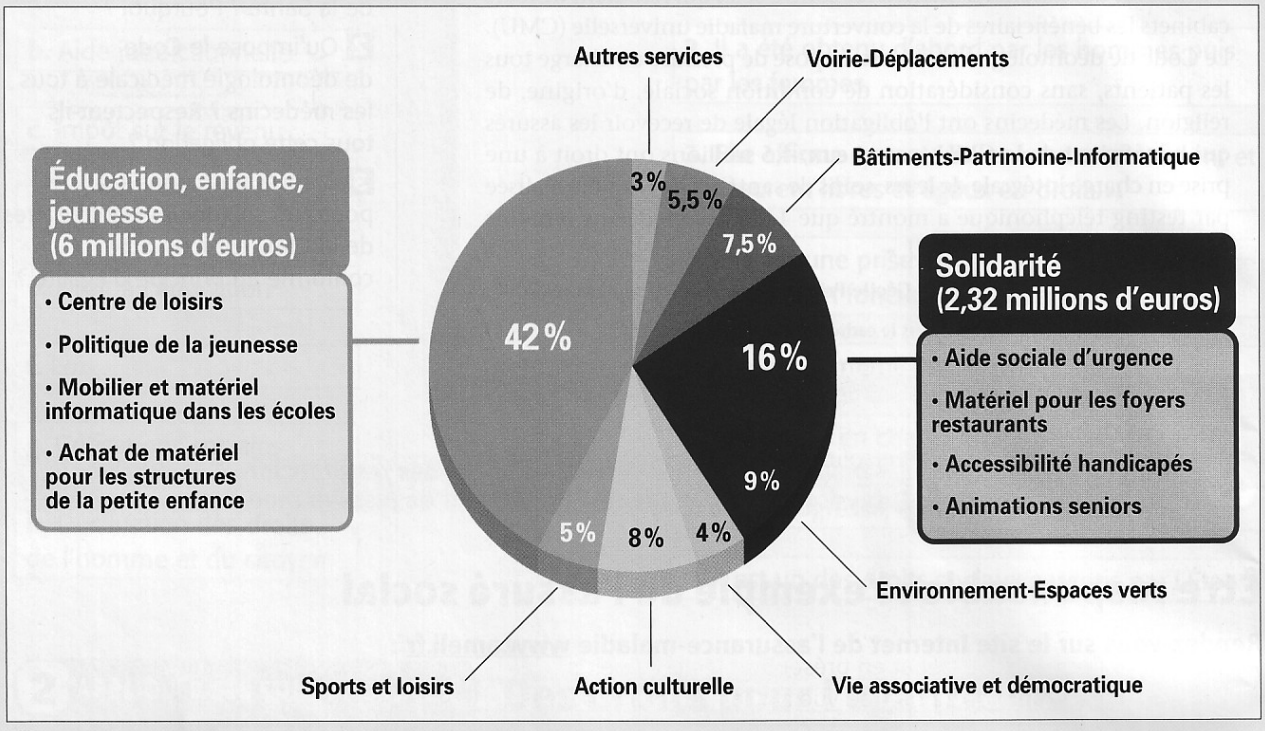
4 Pour conclure, expliquez à partir des informations relevées ce que signifie être un assuré social responsable.

EXERCICES

5 SOCLE COMMUN

Compétence 6 : Les compétences sociales et civiques
→ Savoir utiliser quelques notions budgétaires de base

Le budget de la commune, au service de tous les habitants



1 Les dépenses de la commune de Gradignan (Gironde) en 2009

2 Des impôts pour la commune de Gradignan

« Les impôts locaux représentent 57,5 % des recettes de la commune. Ils servent à assurer l'ensemble des services rendus aux habitants et à équiper la ville. Le conseil municipal réuni le 9 mars a voté une hausse modérée de la taxe d'habitation[1] et de la taxe foncière[2] 2009. Cette faible augmentation n'empêchera pas la commune de maintenir tous les services offerts à la population, de les moderniser, de les développer. »

Magazine *Ensemble Gradignan*, n° 243, mai-juin 2009.

1. Taxe payée sur l'habitation où l'on réside.
2. Taxe payée sur les propriétés bâties et non bâties. Elle englobe la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

3 Que dit la loi ?

Article 13. « [...] Pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable [...]. »

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789).

QUESTIONS

Connaissances : Les recettes et les dépenses d'une collectivité territoriale : la commune

1 Doc 1. Quelles sont les deux principales dépenses de la commune de Gradignan ?

2 Doc. 2. Quelle est la principale recette de la commune de Gradignan ?

Capacité : Savoir construire son opinion personnelle

3 Doc. 1 et 2. Les principales dépenses du budget de Gradignan vous paraissent-elles un bon choix du conseil municipal ?

Attitude : Avoir le sens de la responsabilité et de la solidarité

4 Doc 1, 2 et 3. Pourquoi les habitants de Gradignan, comme ceux de toutes les communes, doivent-ils payer des impôts locaux ?

5 Doc 2. Montrez que les décisions du conseil municipal sont au service de tous les habitants de la commune.

Le RSA : comment être solidaire pour lutter contre la pauvreté ?

Le débat est un échange d'idées sur un sujet précis. Chacun a le droit de s'exprimer et d'avoir un avis différent de celui des autres. Pour défendre son point de vue, il faut présenter des arguments. Dans le cadre d'un débat, la classe peut être divisée en groupes d'élèves.

Objectifs

- S'informer sur le sujet du débat
- Classer les arguments contradictoires sur le sujet du débat
- Faire preuve de jugement et d'esprit critique

1 Préparer le débat

- **Répondez aux questions suivantes par des arguments relevés dans les points de vue exposés et par vos propres connaissances (voir pp. 42-43) :**
  - Qui participe au financement du RSA ? Est-ce juste ?
  - Pourquoi faut-il être solidaire pour lutter contre la pauvreté ?

2 Débattre

- **Exprimez-vous à l'oral :**
  - Participez au débat en présentant les arguments illustrant votre point de vue sur les questions posées.

3 Conclure le débat

- **Mettez en évidence deux ou trois points de vue qui illustrent le thème du débat : « Comment être solidaire pour lutter contre la pauvreté ? »**

Ce qu'ils en pensent

Le président d'un conseil général :

« Le département va dépenser une fortune pour les bénéficiaires du RSA, mais c'est indispensable, car la pauvreté ne doit pas exister en France. » Décembre 2009.

Une auditrice de RTL :

« J'ai acheté un petit appartement avec l'héritage de mes parents et je le loue. Je vais devoir donner un mois de loyer pour le RSA. Ce n'est pas juste ! » Octobre 2009.

Un lecteur de l'hebdomadaire *Le Point* :

« Encore une fois, ce sont ceux qui ont travaillé dur et épargné pour avoir une retraite convenable qui vont être taxés. Il faut taxer les riches, les vrais. » 28 août 2008.

François Hollande, député PS

« Pour financer le RSA, il est normal que soient taxés les plus riches ! » Juillet 2009.

Dominique Paillé, député UMP

« Prélever de l'argent sur le capital est un bon moyen pour exprimer la solidarité envers ceux qui sont en difficulté. » Juillet 2009.

POUR ALLER + LOIN

Sur le Web :

- www.impots.gouv.fr
  On y trouve les devoirs du contribuable.
- www.ameli.fr
  Le site de la Caisse nationale d'assurance maladie.
- www.rsa.gouv.fr
  Le site officiel du RSA.

Lectures :

- Régis Debray, *La République expliquée à ma fille*, Le Seuil, 1998.